

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Vendredi 26 juin 2026

RÉFORME DES COMMISSAIRES : UN1TÉ.MI FO poursuit son action débutée le 16 juin et sera dans la rue le 30 juin.

UN1TÉ.MI FO a été, seule et de manière unanime, fédération syndicale à voter contre la réforme de la grille du corps de conception et de direction de la police nationale, permettant jusqu'à +1 350 € par mois pour les commissaires de police. Ce vote se voulait cohérent dans un paysage syndical où les mélanges, entre catégories sans intérêts communs, sèment parfois trouble et incompréhension.

Des faits révélés, une transparence assumée

Ce sont également **UN1TÉ** et sa fédération ministérielle **UN1TÉ.MI FO** qui ont porté ces faits, à savoir ce projet de réforme, à la connaissance des agents et de l'opinion. Au-delà de la simple dénonciation, nous avons mis en lumière les effets concrets et négatifs, pour les agents de terrain, des listes communes constituées avec les commissaires lors des scrutins professionnels. Ces alliances, présentées comme des gages d'unité, masquent en réalité une confusion d'intérêts entre hauts fonctionnaires et personnels de base, confusion que nous refusons.

Non, ce n'est pas la lutte des classes

Contrairement aux propos entendus de la part d'organisations concurrentes évoquant une *lutte des classes*, de représentants de commissaires et leurs alliés au sein du Bloc nous traitant de *stalinistes* par voie de tracts, ou encore de chefs de services qui traitent nos délégués d'*apparatchiks* ou chantent ironiquement l'*Internationale* en leur présence devant d'autres policiers, notre position n'a justement rien à voir avec une quelconque lutte des classes. C'est une question de justice sociale et de cohérence syndicale : on ne peut pas prétendre défendre les CEA, les personnels administratifs techniques et spécialisés (PATS), les PTS, les policiers adjoints, agents des systèmes d'information et de communication, ou les ouvriers d'État, et dans le même temps cautionner, par un vote ou par une liste commune, une réforme qui les laisse de côté.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Sans la mobilisation d'UN1TÉ et d'UN1TÉ.MI FO, cette réforme aurait été adoptée sans anicroche, dans l'indifférence générale. Et pendant que les commissaires se voient garantir jusqu'à +1 350 € par mois, les revendications légitimes de ceux que nous représentons continuent, elles, de passer à la trappe.

Depuis quatre ans, que le bloc est majoritaire, la police n'a jamais été aussi mal en point. Pouvoir d'achat, conditions de travail, reconnaissance : sur tous ces fronts, les engagements n'ont pas été tenus pour l'immense majorité des agents, tandis que certaines catégories voient leur situation s'améliorer indécemment.

C'est dans ce contexte qu'**UN1TÉ** et **UN1TÉ.MI FO** avaient déjà annoncé une action, dès la déclaration préalable au CSA MI du 16 juin. La dynamique que nous avons enclenchée fait bouger les lignes, jusque dans des alliances que l'on croyait acquises et depuis, d'autres organisations ont rejoint notre mouvement.

Nous appelons à l'UN1TÉ de tous... les oubliés ! De ceux à qui le Ministère de l'Intérieur rétorque qu'il n'y a pas de budget pour améliorer leurs conditions de vie, alors qu'il y a des millions pour les Commissaires.

Par souci de l'intérêt général, **UN1TÉ.MI FO** a appelé à se mobiliser le 30 juin et invite l'ensemble des organisations syndicales représentant les oubliés à se rallier à cette action.

Les quatre prochaines années ne peuvent pas ressembler aux quatre dernières durant lesquelles la situation des policiers n'a jamais été aussi dégradée.



UN1TÉ

